



Réunion scientifique de haut-niveau,

CIHEAM - IAV Hassan II

24 octobre 2024, Rabat, Maroc

***“Approche méditerranéenne de la souveraineté alimentaire :
Préoccupations et impacts sur les systèmes alimentaires durables”***

Le 24 octobre 2024, l’Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (IAV Hassan II) situé à Rabat au Maroc, a accueilli une réunion scientifique de haut niveau, organisée par le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM). Cet événement a été organisé en prélude de la 12e réunion ministérielle du CIHEAM qui s’est tenue le 25 octobre. Cette rencontre scientifique a réuni des experts pour échanger sur le thème “Approche méditerranéenne de la souveraineté alimentaire : Préoccupations et impacts sur les systèmes alimentaires durables”. M. Redouane Arrach, secrétaire général du ministère de l’Agriculture de la Pêche marine du Développement durable de l’Eau et des Forêts du Maroc, M. Abdelaziz El Hraiki, directeur de l’IAV Hassan II et M. Teodoro Miano, secrétaire général du CIHEAM, ont ouvert la session puis trois thématiques ont été abordées autour de tables rondes : “Résilience climatique dans l’agriculture” ; “Encourager l’innovation par la science et la technologie” ; “Renforcer la souveraineté et la sécurité alimentaires”. L’après-midi s’est terminée par l’intervention des rapporteurs qui ont présenté succinctement les conclusions de chaque panel.



Panel 1. Résilience climatique dans l'agriculture

Notre planète fait face à de multiples défis : pénurie d'eau, érosion des sols et dégradation des terres. La situation est particulièrement préoccupante pour le bassin méditerranéen, considéré comme un "hotspot majeur" en raison de sa vulnérabilité exceptionnelle aux impacts du changement climatique. Face aux effets irréversibles de ces transformations sur notre planète, combinés aux défis liés à l'alimentation d'une population en constante augmentation, l'adoption généralisée de pratiques agroécologiques devient une nécessité urgente.

Modérateur :

- **M. Mahmoud Elyes HAMZA**, Directeur, Centre d'activités régionales pour les zones protégées (PNUE)

Panélistes :

- **M. Stéphane LE FOLL**, Président, Initiative "4 pour 1000"
- **Mme. Roula Khadra**, Coordinatrice scientifique, CIHEAM Bari et Conseil Arabe de l'Eau
- **M. Robin Degron**, Directeur, Plan Bleu

Rapporteurs :

- **Mme. Oumaima Hrameche**, Assistante de recherche, LEAF, Université de Lisbonne
- **Mme. Saida Boumakrat**, Chercheuse, IAV Hassan II

La discussion a débuté par les questions suivantes : *Comment le changement climatique impacte-t-il la sécurité alimentaire ? Quelles sont les solutions possibles pour une gestion durable des ressources ? Quelles actions ou initiatives doivent être mises en œuvre pour renforcer la résilience de nos systèmes de production agricole ?*

Des questions plus spécifiques, orientées par le modérateur selon l'expertise de chaque intervenant, ont ensuite été posées : *Quels sont les résultats et les conclusions tirés de l'initiative "4 pour 1000" ? Est-il possible d'évaluer le niveau de vulnérabilité de nos systèmes ? Quelles initiatives doivent être entreprises en priorité pour combler les lacunes et s'adapter aux effets du changement climatique sur l'agriculture ? Pour garantir la sécurité et la souveraineté alimentaires, quelles propositions Plan Bleu suggère-t-il dans le contexte de la crise climatique ?*

M. Stéphane LE FOLL, a mis l'accent sur l'importance d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, soit un équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la séquestration de carbone, afin de limiter le réchauffement climatique à un maximum de 1,5 °C, notamment avec une capacité de séquestration du carbone atteignant jusqu'à 9 milliards de tonnes. L'agriculture, loin d'être uniquement un problème en matière d'émissions de GES, peut également offrir une solution en promouvant la couverture des sols comme une alternative clé pour minimiser l'érosion des sols et les pertes en matière organique et en nutriments, a précisé l'intervenant. Il a également insisté sur une nouvelle manière de penser pour les ingénieurs agronomes et une approche différente des problématiques

agricoles. Il s'agit de passer d'une échelle centrée sur l'exploitation agricole à une échelle systémique plus large, celle des bassins versants¹, caractérisés par des conditions pédoclimatiques² homogènes. La gestion à l'échelle des bassins versants³ est essentielle, plutôt qu'une analyse limitée à la ferme. Bien que des recherches aient déjà produit des solutions et des exemples fonctionnels, les difficultés persistent lorsqu'il s'agit d'une mise en œuvre à grande échelle.

Mme Roula Khadra, a mis en lumière les effets du changement climatique, allant de la dégradation des écosystèmes à la propagation des maladies, en passant par les pénuries d'eau et les événements climatiques extrêmes. L'agriculture est l'un des secteurs les plus affectés, cette situation n'est donc pas une crise passagère mais bien une réalité structurelle. Les impacts immédiats du changement climatique sur la productivité doivent être étudiés, mais une attention particulière doit également être accordée à ses effets à long terme. L'agriculture reste cependant un secteur stratégique en raison de son impact socio-économique majeur, c'est une source de revenus pour une grande partie de la population et un élément clé dans la matrice eau-agriculture-humain qui garantit la sécurité alimentaire.

Mme Khadra a cité des initiatives exemplaires mises en œuvre dans divers pays, telles que :

- Le projet de reforestation initié par l'Espagne,
- Les projets de réutilisation des eaux usées développés par la Turquie,
- La mise en place d'une politique de partenariat public-privé au Maroc.

Cependant, ces réussites restent insuffisantes, car il demeure difficile d'assurer une coordination optimale entre toutes les parties-prenantes à différents niveaux. Le cloisonnement entre les secteurs de l'énergie, de l'eau et de l'agriculture freine leur efficacité. Ces secteurs doivent communiquer et interagir de manière intégrée afin d'encourager un changement des politiques et la mise en place de mécanismes de financement innovants. Mme Khadra a également souligné la nécessité de créer une interface entre les scientifiques et les décideurs politiques pour traduire les solutions issues de la recherche en actions concrètes, grâce à des instruments politiques qui guideront les pratiques dans un cadre agroécologique spécifique.

M. Robin Degron, a enfin insisté sur l'urgence de réduire, même temporairement, les dommages liés au changement climatique. Le bassin méditerranéen possède un contexte spécifique qui se distingue du reste de l'Europe, de l'Asie ou de l'Afrique, il a sa propre culture, son histoire et ses conditions pédoclimatiques. Selon les dernières études, la température mondiale a augmenté de 5 degrés au cours des 10 000 dernières années, tandis qu'une hausse de 4 à 5 degrés est attendue d'ici 2050. Dans ces conditions, le bassin perd jusqu'à 50 % de ses ressources en eau et subit une hausse continue des températures. Il est désormais urgent de trouver de nouvelles sources d'eau, car elle devient de plus en plus

¹ "Portion d'espace terrestre à l'intérieur de laquelle tous les écoulements, en surface ou en profondeur, se dirigent vers le même exutoire." Géoconfluences. 2023.

² Relatif à l' "Ensemble des conditions de températures et d'humidité du profil d'un sol, qui donne naissance au micro-climat de ce sol" (Quillet Suppl. 1971).

³ A toutes fins utiles, Cf. "La gestion soutenable des bassins versants méditerranéens face aux défis des changements sociétaux et climatiques", Colloque CIHEAM-GID
<https://www.ciheam.org/fr/agendas/ixe-conference-%C2%A8parmenides-gid-ciheam/>

rare. Il est crucial d'orienter les réflexions vers l'invention et la mise en œuvre de techniques de réutilisation des eaux et de dessalement de l'eau de mer.

Enfin, M. Degron a souligné le problème d'unité dans la gouvernance du bassin méditerranéen. Pour un développement durable, des actions et des stratégies doivent être adoptées à grande échelle dans un cadre de gouvernance unifié et cohérent.

Les intervenants se sont accordés sur le rôle crucial de l'agriculture dans la sécurité alimentaire, les revenus, et les impacts socio-économiques du changement climatique sur ce secteur. Ils ont également partagé une reconnaissance commune de l'urgence de mettre en œuvre un changement systémique pour lutter contre le changement climatique, particulièrement dans le contexte méditerranéen. Tous se sont entendus sur la nécessité d'approches intégrées et holistiques prenant en compte l'agriculture, l'eau et l'énergie de manière conjointe, ainsi que sur l'importance d'une participation inclusive dans les processus de prise de décision.

S'agissant des moyens d'action et de la répartition des responsabilités entre les différents acteurs (gouvernements, entreprises, citoyens, etc.) les intervenants ont mis en avant diverses propositions et solutions. **M. Stéphane LE FOLL** a plaidé pour une durabilité à long terme, mettant en avant l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 et le rôle de l'agriculture dans la séquestration du carbone, grâce à des pratiques telles que la couverture des sols. De son côté, **Mme Roula Khadra** a insisté sur la nécessité d'actions immédiates pour faire face à la crise actuelle, en particulier dans les secteurs vulnérables, et a souligné les impacts socio-économiques immédiats du changement climatique sur l'agriculture. Elle a mis en avant l'urgence de changements politiques et d'une collaboration intersectorielle.

M. Robin Degron, s'est quant à lui concentré sur la question de la rareté de l'eau et l'unité de gouvernance dans le bassin méditerranéen. Il a insisté sur la nécessité d'une réponse coordonnée à l'échelle régionale et appelle à une transition socio-économique menant à une transformation profonde des normes culturelles et des valeurs.

Indépendamment des diverses échelles mentionnées et des priorités sur les actions requises, les panélistes se sont tous accordés sur l'importance d'actions intégrées, soutenues par des solutions de financement innovantes.

Recommandations

R1. Promouvoir la transformation socio-économique et culturelle : Une profonde transformation culturelle est nécessaire pour orienter les systèmes socio-économiques vers la durabilité. Cela implique d'inciter les parties prenantes à adopter de nouvelles normes et valeurs axées sur la responsabilité environnementale et sociale à long terme;

R.2 : Établir une gouvernance unifiée : Remédier au manque de cohésion en matière de gouvernance dans la région méditerranéenne en créant un cadre régional

coordonné alignant les politiques entre les pays et les secteurs. Cela sera essentiel pour relever les défis communs tels que la rareté de l'eau et l'augmentation des températures ;

R.3: Adopter des approches intégrées et holistiques : Aller au-delà des secteurs cloisonnés en intégrant les politiques agricoles, hydriques et énergétiques. Les actions clés incluent la promotion de pratiques agricoles durables (par exemple, le maintien d'une couverture des sols), l'investissement dans les technologies de réutilisation et de dessalement de l'eau, ainsi que l'alignement de ces secteurs pour créer des systèmes durables et économes en ressources ;

R.4 : Assurer une participation inclusive et renforcer les capacités : Impliquer toutes les parties prenantes dans les processus de décision et développer des compétences de haut niveau pour encourager la collaboration et la mise en œuvre efficace de pratiques durables ;

R.5 : Mettre en œuvre des politiques immédiates et à long terme : Trouver un équilibre entre la nécessité d'agir rapidement face au climat et les objectifs de durabilité à long terme. Les politiques devraient donner la priorité aux populations vulnérables et garantir à la fois un soulagement immédiat et une résilience durable.

Panel 2. Promouvoir l'innovation par la science et la technologie

Le second panel, intitulé « **Promouvoir l'innovation par la science et la technologie** », a exploré le rôle de la science, de la technologie et du transfert de connaissances dans la promotion de l'innovation et le renforcement des capacités des jeunes et des femmes dans les systèmes agricoles méditerranéens.

Modérateur :

- **M. Raúl Compés**, Directeur, CIHEAM Zaragoza.

Panélistes :

- **Mme. Loubna El Mansouri**, Directeur, Pole Digital, Ministère d'Agriculture et de Pêche Maritime, Développement Rural et Eaux et Forêts, Maroc.
- **M Giordano Dichter**, Economiste, expert en développement local.
- **M Octavi Quintana**, Directeur, Fondation PRIMA.

Rapporteurs :

- **Mme. Giuseppina Miuli**, Chef de projet, CIHEAM Bari, Italie.
- **Mme. Charifa Touzani**, Enseignante Chercheur, IAV Hassan II.

Au début de la session, M. Raúl Compés a présenté des citations du livre *How Innovation Works : And Why It Flourishes in Freedom*⁴ écrit par Matt Redley. Il rappelle ici l'importance de l'innovation, son caractère progressif, graduel et potentiellement infini. Elle se manifeste par la liberté d'expression, l'idéation mais requiert des investissements concrets.

Le modérateur a structuré le dialogue autour de deux questions spécifiques pour chacun des panélistes ainsi qu'une question commune. Rappelant que la digitalisation apparaît comme une innovation clé qui doit être mise en œuvre dans tous les plans stratégiques actuels partout dans le monde, il a demandé à Mme El Mansouri : *Quels sont les principaux obstacles qui l'entravent et quelles devraient être les principales incitations pour accélérer la transition numérique ? Dans quels secteurs ou domaines du système agroalimentaire marocain la digitalisation peut-elle apporter plus de valeur, le rendant plus compétitif et résilient?* A M. Dichter, ont été posées les questions suivantes : *Quelle est la situation de l'innovation et de l'entrepreneuriat dans les pays méditerranéens, et existe-t-il de nombreuses différences entre eux ? Comment promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat notamment auprès des jeunes et des femmes ?* Enfin, M. Quintana a répondu aux questions : *Comment PRIMA contribue-t-il à la recherche et à l'innovation agroalimentaire en Méditerranée ? Pouvez-vous nous fournir quelques données et priorités ? Comment PRIMA passe-t-il de la connaissance et de l'invention à la création de valeur?*

À la fin des interventions de chacun des panélistes, le modérateur a exposé une question concernant les actions futures, les stratégies et les points de vue des panélistes par rapport à la relation avec le CIHEAM. *Comment pensez-vous que le CIHEAM puisse mieux contribuer à l'innovation dans les systèmes agroalimentaires méditerranéens ? Comment pouvons-nous renforcer la relation entre vos institutions et le CIHEAM ?*

Selon **Mme El Mansouri**, la digitalisation des données dans le secteur agricole est essentielle, il s'agit de relever les défis et obstacles rencontrés pour collecter des données. La résolution de ces problèmes nécessite une approche transversale, intégrant une vision globale et holistique. Une telle stratégie permettrait de mieux maîtriser et optimiser le processus de digitalisation.

Mme El Mansouri a ensuite rappelé que l'importance de la digitalisation repose sur la capacité à quantifier son impact sur les stratégies sectorielles, notamment en matière de sécurité alimentaire. Cette démarche nécessite de définir des règles, des processus, une équipe dédiée, ainsi que tous les piliers liés à cette approche. Par exemple, le projet **Fimascure**, visant à réduire la consommation d'eau, a permis d'améliorer la compétitivité et la durabilité de la filière. La mise en place de services numériques agricoles est essentielle pour assurer le suivi et la traçabilité des produits. Il est crucial de ne pas dissocier les compétences agricoles des outils numériques, en intégrant également l'intelligence artificielle pour optimiser les performances du secteur.

M. Giordano Dichter a insisté sur le fait que l'innovation est un enjeu majeur. Les statistiques montrent que les entrepreneurs les plus prospères se situent généralement dans

⁴ Ridley Matt, *How Innovation Works: And why it Flourishes in Freedom*, Harper Collins Publishers, 2020

la tranche d'âge de 25 à 45 ans. Selon lui, il est nécessaire de promouvoir un changement de mentalité vis-à-vis de l'échec et d'encourager les individus à se lancer dans l'entrepreneuriat, et ce malgré les risques. Aujourd'hui, une personne sur deux redoute l'échec, cela représente un véritable frein pour l'innovation.

L'économiste a ajouté qu'il est essentiel d'offrir aux femmes et aux jeunes des opportunités, de les soutenir et de leur apporter les ressources nécessaires afin de créer et développer leurs entreprises.

Selon M. Dichter, l'âge de 45 ans est souvent considéré comme optimal pour réussir dans un projet entrepreneurial, grâce à l'expérience et la maturité accumulées. Il s'agit alors d'investir dans le développement de l'état d'esprit entrepreneurial en transmettant notamment les outils afin de favoriser la résilience et la persévérance. Encourager l'implication des femmes dans l'entrepreneuriat et avoir confiance en leur capacité à obtenir des résultats est également crucial. Pour finir, il a insisté sur l'importance de normaliser l'échec, encore trop perçu comme négatif et dévalorisant dans les sociétés méditerranéennes contemporaines, tandis qu'il devrait servir d'apprentissage. Mr Dichter nous a rappelé que la peur d'échouer, notamment chez les jeunes, est un véritable frein à l'innovation et au développement.

M. Quintana nous a appris que le financement des projets de recherche et d'innovation pour les pays méditerranéens cible des initiatives fondées sur l'identification de talents et d'activités humaines prometteuses. Chaque année, un budget de 70 millions d'euros est alloué, soutenant environ 250 projets où il y a plus de 2000 équipes qui travaillent sur les projets PRIMA, comprenant une équipe européenne et deux équipes non européennes. Les thématiques prioritaires incluent les changements climatiques, la gestion de l'eau en agriculture et la sécurité alimentaire. Ces projets suivent le concept "Nexus", qui vise à fournir des solutions concrètes applicables sur le terrain, au-delà des études académiques. Le concept "Nexus" désigne la manière d'approcher les solutions pour répondre aux défis en Méditerranée en intégrant tous les secteurs concernés, dans le cas échéant, l'eau, l'alimentation, l'énergie (renouvelable) et l'écosystème ensemble. Il faut abandonner l'approche sectorielle qui n'arrive pas à apporter des solutions pratiques.

Par ailleurs, selon M. Quintana, soutenir les startups à fort potentiel, capables de générer une valeur ajoutée, est essentiel pour leur permettre d'atteindre les marchés nationaux et internationaux. Chaque projet innovant nécessite une conception complète et stratégique, allant de l'idée initiale à la mise en œuvre finale, pour maximiser son impact et assurer sa pérennité.

Les intervenants ont mis en évidence le rôle crucial de la science, de la technologie et du transfert de connaissances pour favoriser la résilience, la durabilité et le développement de systèmes alimentaires innovants. Il y a eu un consensus fort sur l'importance de l'innovation et de la digitalisation pour relever les défis agricoles, tout en intégrant de manière inclusive les jeunes et les femmes.

Loubna El Mansouri a présenté la stratégie marocaine de **digitalisation du secteur agricole**, axée sur une approche holistique, intégrant les données, les infrastructures et une

orientation politique de soutien. Elle a illustré l'impact de la digitalisation en prenant l'exemple de la filière sucrière au Maroc, où la gestion numérisée a permis une réduction de l'utilisation d'eau et une augmentation de la valeur marchande de 40 %. Cet exemple démontre comment les nouvelles technologies peuvent favoriser l'efficacité, la compétitivité et la durabilité des filières agricoles.

Concernant les moyens permettant de surmonter les obstacles et de rendre l'innovation réellement accessible et durable pour toutes les parties prenantes, les intervenants ont mis en avant diverses solutions. **Giordano Dichter** a évoqué les **défis culturels** en Méditerranée, notamment la peur de l'échec qui freine l'esprit entrepreneurial. Il a insisté sur la nécessité de développer un modèle régional qui valorise l'échec comme une étape d'apprentissage, difficilement atteignable avec les seules méthodes de la Silicon Valley. M. Dichter a aussi souligné que les initiatives de soutien aux jeunes entrepreneurs doivent se concentrer sur un changement de mentalité et sur l'inclusion des femmes dans des rôles de leadership pour démocratiser l'entrepreneuriat dans la région. Il a mentionné des indicateurs clés issus du Global Entrepreneurship Monitor, tels que les intentions entrepreneuriales et les taux d'activité en phase initiale, pour illustrer les disparités et les obstacles spécifiques à la région.

De son côté, **Octavi Quintana** a identifié une **faiblesse structurelle** : la difficulté de traduire les résultats de la recherche en innovations exploitables sur le marché. Selon lui, de nombreux projets de recherche ont un potentiel important pour influencer les politiques publiques, mais le système actuel manque de soutien pour accompagner ces innovations jusqu'à la commercialisation. Il a plaidé pour des réformes, notamment en Europe, afin que les PME soient intégrées dès le début des projets, avec un accompagnement de long terme. Il a également rappelé l'importance du concept de « Nexus » pour s'assurer que les projets de recherche soient interconnectés, notamment face aux enjeux de changements climatiques, afin de proposer des solutions globales et transformatrices.

Recommandations :

R1. Renforcement des programmes de formation conjointe : La collaboration entre institutions internationales, telles que le CIHEAM, et des organismes nationaux, comme le Ministère Marocain de l'Agriculture, est cruciale. Elle permettrait d'instaurer des programmes de mobilité pour les étudiants, le transfert de compétences et la création de réseaux professionnels en Méditerranée. Loubna El Mansouri a évoqué un projet de master en agriculture de précision, en collaboration avec le CIHEAM Bari et l'IAV Hassan II, pour préparer une nouvelle génération d'agriculteurs et d'entrepreneurs numériques.

R2. Fonds dédié à la digitalisation agricole : Le Maroc envisage la création d'un fonds spécifique pour soutenir la digitalisation dans le secteur agricole, en mettant l'accent sur le soutien aux jeunes entrepreneurs. Ce fonds pourra servir à financer des projets innovants, renforcer les compétences digitales et promouvoir l'entrepreneuriat dans les zones rurales. Il permettra également à multiplier les « success stories » comme celle de la filière sucrière, et d'encourager les jeunes à s'investir dans l'agriculture numérique.

R3. Collaboration Nord-Sud et Sud-Sud : Octavi Quintana a mis en avant la nécessité de renforcer la coopération entre les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée, ainsi que la collaboration Sud-Sud, pour s'attaquer aux défis climatiques et environnementaux communs. Il propose de créer des réseaux qui réunissent chercheurs, entrepreneurs et décideurs politiques pour formuler des solutions adaptées aux réalités locales, tout en ayant un impact régional plus large. Cela implique également de promouvoir des projets « Nexus » qui abordent de manière intégrée les enjeux de l'eau, de l'énergie et de l'agriculture.

R4. Soutien accru aux PME et aux projets innovants : Afin de garantir que les innovations puissent être commercialisées, il est nécessaire de soutenir les PME tout au long de leur parcours, notamment en leur offrant des accompagnements financiers et techniques à long terme. Mr Quintana a souligné l'importance de réformer les mécanismes européens d'appui aux projets pour inclure les PME dès le début des initiatives et les soutenir dans les étapes critiques de leur croissance. Cela renforcerait leur capacité à transformer les recherches en produits ou services viables sur le marché. En matière d'accompagnement des PME et des projets innovants, le CIHEAM Bari propose à la fois un modèle d'apprentissage basé sur l'approche Open Innovation-Design Thinking avec le Master « Open Innovation & Youth Entrepreneurship in the Mediterranean Agrifood Sector » où des groupes multidisciplinaires d'étudiants travaillent en synergie avec des entreprises internationales pour générer des idées innovantes sur de nouveaux produits et services ; et le projet de coopération internationale au développement **STARTUP10**, qui, avec un programme de coaching et d'innovation ouverte, renforce les incubateurs et les startups des pays d'Afrique, du Moyen-Orient et des Balkans et met en contact des entités locales sélectionnées avec le système d'affaires italien.

Panel 3. Renforcer la souveraineté et la sécurité alimentaires

Le dernier panel qui conclut cette réunion scientifique s'intitule **“Renforcer la souveraineté et la sécurité alimentaires”** et a pour objectif de mettre en avant les différentes stratégies visant à promouvoir la souveraineté alimentaire dans le bassin méditerranéen et à traiter des problématiques liées à la résilience et à la sécurité alimentaire.

Modérateur :

- **M. Thierry Dupeuble**, directeur du CIHEAM Montpellier

Panélistes :

- **M. Matthieu Brun**, directeur scientifique de la Fondation Agriculture et Ruralité dans le Monde (FARM)
- **Mme Lamiae Ghaouti**, directrice adjointe de la coopération, des partenariats et du développement à L'institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II

- **M. Roberto Capone**, administrateur principal au CIHEAM.

Rapporteurs :

- **Mme Manal Benani**, responsable jeunesse et culture, Fondation Afrique-Europe
- **Mme Claire Maréchal**, étudiante à l'IRIS et assistante contenu et publication au CIHEAM

Thierry Dupeuble a adressé à Matthieu Brun les questions suivantes : *Sécurité alimentaire, souveraineté alimentaire, de quoi parle-t-on ? Quel état des lieux dans la région méditerranéenne ? Concilier sécurité et souveraineté par le co-développement entre UE et rive sud ? Quelles perspectives pour la coopération laitière ?* Le modérateur a questionné Lamiae Ghaouti sur les thématiques suivantes : *Une approche régionale de la coopération pour œuvrer à la sécurité alimentaire : le réseau MED-Amin, de l'information à l'alerte précoce. Coopérer entre acteurs de la recherche : le projet IBTIKAR.* Enfin, Roberto Capone a répondu aux questions : *Comment accompagner la transition vers des systèmes alimentaires durables pour améliorer la sécurité alimentaire : quels sont les acquis de la plate-forme SFS MED ? Comment concilier qualité nutritionnelle et sécurité alimentaire : quels enjeux pour la réhabilitation de la diète méditerranéenne ?*

M. Brun a ouvert la discussion en rappelant la distinction entre les concepts de souveraineté alimentaire, de sécurité alimentaire, de l'autonomie ou de l'autosuffisance alimentaire. Le concept de souveraineté alimentaire, qui a notamment gagné en importance suite aux récentes crises sanitaires et politiques, a été défini à l'origine par la Via Campesina, un mouvement paysan international, lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996. La souveraineté alimentaire c'est donc : "le droit de chaque pays de maintenir et de développer sa propre capacité à produire son alimentation, facteur essentiel de la sécurité alimentaire au niveau national et communautaire, tout en respectant la diversité culturelle et agricole". Cette notion comprend les enjeux liés aux politiques publiques, à l'économie politique et à la justice sociale et environnementale. Elle n'exclut pas le commerce ou les situations d'interdépendance mais les prend en compte dans l'atteinte de cette souveraineté alimentaire. L'échelle Méditerranéenne présente un intérêt particulier pour étudier la souveraineté alimentaire en raison des fortes interdépendances entre les pays du bassin. Ensuite, M. Brun a mis en avant les défis majeurs auxquels est confrontée la région : une forte croissance démographique (+140% en 2023), la dépendance aux importations (entre 15% et 20% des importations mondiales de blé sont à destination des pays de l'Est Méditerranéen), et les impacts du changement climatique. Ce dernier accentue les vulnérabilités et les inégalités déjà existantes notamment la répartition des ressources (75% des ressources en eau douce sont dans le Nord du bassin).

Dans un second temps, M. Brun a rappelé l'importance de la diète méditerranéenne pour s'adapter au changement climatique. Pour illustrer son propos, il a pris l'exemple de la filière laitière, l'un des produits constitutifs de la diète méditerranéenne. Selon M. Brun, le lait a une dimension doublement stratégique, d'abord d'un point de vue économique et social car il y a beaucoup de producteurs de lait notamment au Maroc, en Algérie et en Egypte, ensuite car c'est un produit essentiel à la stabilité alimentaire (pain, produits laitiers),

l'Algérie est par exemple le deuxième importateur de lait en poudre au monde, la dépendance au marché du lait est donc très forte.

Ensuite, la dépendance aux facteurs de production, notamment les contraintes naturelles (hydriques et environnementales), conduisent à un effet ciseau, c'est-à-dire qu'on assiste à une hausse des prix et une baisse de la production. Cependant, des méga fermes se développent, ainsi que la volonté de dynamiser un élevage durable et rémunérateur pour les producteurs.

Mme Lamiae Ghaouti a évalué le réseau Med-Amin, soulignant ses forces et ses faiblesses. Le réseau Med-Amin a été créé en 2014 par les pays du CIHEAM à la suite de la réunion ministérielle qui s'est tenue à Malte en 2012. A cette occasion les ministres ont évoqué leur souhait de mettre en place un réseau qui aurait pour objectif de partager l'information dans la lutte contre la volatilité des prix dans les marchés agricoles. Ainsi, Med-Amin a pour mission de surveiller les marchés alimentaires et d'anticiper les crises afin d'améliorer la coordination des politiques et la gestion des risques. Ce réseau est fort de ses 13 pays membres et facilite grandement la collecte et la centralisation des données. Néanmoins, son utilisation est limitée et Mme Ghaouti note que son impact reste relativement faible sur les politiques. Le réseau s'est toutefois développé depuis 2012, il a su passer à un niveau stratégique grâce à des référents nationaux, un système d'alerte précoce et une augmentation des financements avec un plus fort engagement de la France et de l'Espagne. Med-Amin est une bonne illustration d'un outil de coopération méditerranéen pour garantir la souveraineté alimentaire des pays du bassin. En fournissant des informations cruciales lors des crises, ce réseau permet de mettre en place des plans d'actions pour orienter les politiques et amorcer les chocs.

Ensuite, Mme Ghaouti a expliqué comment s'opère l'alignement du dispositif formation, recherche et développement au travers du projet de coopération France-Maroc.

Le projet IBTIKAR représente 4 millions d'euros, investis pour 3 ans et demi, à l'IAV Hassan II. Ce projet est novateur dans la mesure où l'UE n'a jamais accordé d'investissement direct pour des instituts de recherche et de formation.

Ici, l'objectif n'est pas de financer une action mais de créer un cercle vertueux qui se déploie sur 4 axes :

1. **La formation** : repenser correctement les cursus pour qu'ils s'inscrivent dans l'ère du temps.
2. **La recherche** : faire des appels à projets au sein du consortium.
3. **Le partage d'informations** : établir une plateforme pour rassembler les données.
4. **L'incubation** : accompagner les étudiants, donner lieu à des start-up, transmettre les outils de gestion et de l'entrepreneuriat.

Pour finir, **M. Roberto Capone** a rappelé l'importance d'adopter des systèmes alimentaires durables (SFS) pour atteindre les objectifs de sécurité et de souveraineté alimentaire. Les SFS sont des systèmes qui assurent la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous sans compromettre les bases **économiques, sociales et environnementales** actuelles et futures. Il doit être rentable tout au long du processus, assurer la **durabilité** sociale et environnementale. M. Capone nous a rappelé l'importance d'adopter les SFS mais aussi les obstacles auxquels les populations méditerranéennes sont confrontées.

D'un point de vue environnemental, la région est l'une des plus affectées par le changement climatique, les ressources naturelles se raréfient et nos modes de consommation ainsi que la croissance démographique conduisent à une surexploitation de celles-ci. De plus, la région est encore trop dépendante aux combustibles fossiles et aux produits chimiques. D'un point de vue économique et social, les coûts des transports et de l'énergie sont élevés et entraînent une pression supplémentaire sur les systèmes alimentaires. Les inégalités entre les rives nord, sud et est de la Méditerranée ne cessent de se creuser, si les questions de sécurité alimentaires sont mises en avant depuis une vingtaine d'années par les politiques et les organisations internationales, la faim et la malnutrition demeurent des problématiques de premier plan, tandis que le taux d'obésité et les maladies liées à l'alimentation ont augmenté significativement. L'exode rural et le vieillissement des agriculteurs sont aussi des sujets d'importance. Enfin, les systèmes d'alimentation traditionnels qui s'inscrivent dans les SFS tels que la diète méditerranéenne représentent un héritage qui se perd progressivement.

M. Capone a finalement clôt cette session en soulignant l'importance de remettre la diète méditerranéenne au goût du jour. D'abord car c'est un modèle de **diète durable**, elle garantit la sécurité alimentaire et nutritionnelle, elle est équitable économiquement, et est bonne pour la santé. Elle présente également des avantages **environnementaux**, elle est basée sur des produits végétaux, à faible impact et respecte la biodiversité. Mais aussi car elle est une expression de la **culture** et des traditions des peuples méditerranéens. En 2010, la diète méditerranéenne a été inscrite au patrimoine de l'humanité de l'UNESCO. Elle a été reconnue avant tout comme un modèle anthropologique, un mode de vie qui gravite autour de la culture alimentaire. Cependant, face à un monde qui se globalise notamment d'un point de vue des modes de consommation alimentaire, la diète méditerranéenne est un modèle qui se perd. M. Capone nous a alertés sur ce problème de transmission.

Les intervenants se sont accordés sur le fait d'atteindre la souveraineté alimentaire en méditerranée ne signifie pas couper les relations commerciales ou d'interdépendances mais au contraire accélérer les processus de coopération. Si **Mme. Ghaouti** a mis en avant l'importance de la coopération scientifique afin d'anticiper les crises et renforcer l'appui à la décision politique de manière éclairée, **M. Brun** s'est davantage concentré sur la coopération entre les différentes parties prenantes des systèmes alimentaires et de l'importance de la diète méditerranéenne en prenant l'exemple de la filière laitière. **M. Capone** a lui aussi beaucoup insisté sur l'importance de la diète méditerranéenne en tant que diète durable, tant sur le plan économique, social, environnemental et sanitaire. Pour aller au-delà de la question de souveraineté alimentaire, M. Capone conclut sur la dimension culturelle de cette diète et nous invite à protéger cet héritage.

Recommandations :

R1. Partage et adoption d'outils stratégiques pour piloter l'adaptation au changement climatique et renforcer la souveraineté alimentaire dans la région.

R2. Élaboration d'un plan de gestion de crise, un plan d'action adaptable et ainsi devenir un outil d'aide à la décision avec un tableau de bord pour la région. (Med-Amin)

R3. Créer un environnement alimentaire favorable et promouvoir les diètes durables auprès de la population, notamment la diète méditerranéenne qui favorise la gestion durable des ressources, une économie circulaire, un développement rural inclusif et des normes commerciales équitables. Les systèmes politiques et les actions doivent se soutenir mutuellement. Les enjeux éducatifs sont également importants pour que les diètes durables génèrent des attentes et des demandes. Voir la **plateforme SFS-MED** qui réunit les différentes parties prenantes pour promouvoir des actions collaboratives pour la transition vers des systèmes alimentaires durables en Méditerranée.

R4. Concilier la souveraineté alimentaire, la lutte contre le changement climatique et le commerce. Il faut promouvoir la coopération basée sur le Green Deal de l'UE et utiliser les leviers politiques, commerciaux et de la RSE.

Conclusions de la réunion de haut-niveau :

En résumé, les panélistes de la session 1 ont appelé à des solutions holistiques et intégrées qui incluent une participation inclusive, une gouvernance unifiée et une collaboration intersectorielle pour répondre efficacement et durablement aux changements climatiques. Puis les intervenants de la session 2 ont partagé une vision d'un avenir méditerranéen qui repose sur la collaboration, l'innovation et le développement pour créer un secteur agricole résilient, durable et compétitif. Pour y parvenir, ils appellent à des politiques audacieuses qui soutiennent non seulement l'innovation technologique mais aussi la formation, l'inclusion sociale et le changement de mentalité, pour construire une économie agroalimentaire moderne, inclusive et capable de relever les défis de demain. Enfin les panélistes du dernier panel ont expliqué que la souveraineté alimentaire diffère du concept de sécurité alimentaire en tant qu'elle prend en compte les politiques publiques, les politiques économiques, la justice sociale et environnementale. Elle comprend également l'idée de durabilité et donc l'importance de créer des systèmes alimentaires qui n'impactent pas négativement l'environnement des générations futures. Atteindre la souveraineté alimentaire dans la région méditerranéenne ne se fait pas en supprimant les interdépendances entre les pays du bassin mais en favorisant la coopération (voir le projet Med-Amin), le commerce équitable, l'adaptabilité au changement climatique notamment par la formation et l'accompagnement (voir le projet IPTICA) et la promotion de systèmes alimentaires durables. Dans ce cadre, la diète méditerranéenne a particulièrement été mise en avant, à la fois pour ses bienfaits sur la santé, mais aussi sur ses avantages économiques, sociaux et environnementaux.